

Éditorial

Cette Amérique qui se retire

Marc Allgöwer

Responsable de la rubrique Monde



À Davos, les États-Unis sont comme cet ami dont l'absence nourrit toutes les conversations autour de la table. Empêtré dans son *shutdown*, le président Trump n'a pas réédité son spectaculaire passage de l'an dernier. Événement remarqué lors de la première journée du Forum économique mondial: son diplomate en chef, Mike Pompeo, n'est intervenu que par vidéoconférence. Cloîtré à Washington, comme puni.

Mais cette punition, cette absence si remarquée et commentée, la première puissance mondiale se l'est infligée à elle-même. Malgré les assurances qu'*America first* ne signifierait pas *America alone*, c'est bien seule qu'elle observe de loin ses concurrents défilés au WEF.

«Si la Chine ne fédère de loin pas autour d'elle, l'imprévisibilité des États-Unis atteint aujourd'hui un degré tel qu'elle obnubile le monde entier»

Première parmi tous ces rivaux, la Chine est ici venue en force. Ministres, diplomates, capitaines d'industrie, tous sont présents pour affirmer leur volonté de faire des affaires. Mercredi, le vice-président chinois endossera les habits de défenseur de la mondialisation. Comme l'avait affirmé le président Xi Jinping lors de son passage il y a deux ans, Pékin veut défendre le système international, le multilatéralisme et le libre-échange.

Si la Chine ne fédère de loin pas autour d'elle - elle inquiète même beaucoup ses voisins immédiats -, l'imprévisibilité des États-Unis atteint aujourd'hui un degré tel qu'elle obnubile le monde entier. À l'image de cet expert japonais, dont le pays ne manque pas de contentieux avec le géant chinois, qui déclare que son gouvernement est bien plus inquiet par ce qui se passe à Washington.

Certes, les États-Unis ne pouvaient pas rester éternellement premiers. Les forces profondes de l'histoire font pivoter le centre de gravité de la planète de siècle en siècle. Mais en boudant le WEF, en se retirant progressivement de ce monde qu'ils ont tant contribué à forger, ils accélèrent bel et bien l'inéluctable transition. Davos, plus qu'aucun autre rendez-vous planétaire, permet de le mesurer année après année.

Page 3

Bénédicte Le Grand Conseil décide de soutenir la grève des jeunes pour le climat



Réflexions

Non, nous ne voulons pas bétonner notre pays

L'invitée

Jacqueline de Quattro
Conseillère d'État



Les Suisses sont attachés à leur paysage, à leur nature et à leur qualité de vie. Ce sont des aspirations profondes qui se sont manifestées lors de votations populaires et qui ont été entendues. La lutte contre le mitage du territoire est devenue au fil des ans une priorité des politiques publiques. Aujourd'hui nous ne pouvons plus construire n'importe où et n'importe comment. Nous avons les garde-fous nécessaires pour éviter le bétonnage du pays.

L'initiative des Jeunes Verts contre le mitage du territoire, qui exige le gel des zones à bâtir actuelles, est superflue. Car les principaux objectifs des initiateurs sont inscrits dans la révision de la loi sur l'aménagement du territoire (LAT) et sont en voie de concrétisation.

Cette réforme, qui a traumatisé de nombreux cantons et communes, particulièrement en terre vaudoise, a demandé des années de travail. Depuis cet été, le canton de Vaud est «LAT compatible». Nous venons de sortir d'un moratoire sur les zones à bâtir paralysant, et l'initiative veut le rendre permanent. Ne réduisons pas à néant les efforts et les sacrifices consentis.

D'autant plus que les mesures de la LAT et celles de l'initiative contre les résidences secondaires, acceptée en 2012, portent aujourd'hui leurs fruits. Entre 2012 et 2017, la surface de la zone à bâtir par habitant a passé de 309 à 291 m². Nous avons les instruments qui permettent un développement intelligent et durable du milieu bâti. Par ailleurs, la

deuxième révision de la LAT est déjà en préparation à Berne.

Les revendications des Jeunes Verts sont aussi extrêmes. Elles ne permettent aucune flexibilité. Toute nouvelle zone à bâtir devra être compensée par le dézonage d'une surface équivalente. C'est une mesure radicale, qui heurte le bon sens et supprime toute pesée d'intérêts. L'initiative met aussi à mal le fédéralisme en empiétant sur les compétences des cantons. Les disparités régionales seront accentuées.

Par ailleurs, le gel des zones à bâtir ne satisfait pas aux besoins de la population et des entreprises, tant au niveau des logements que des infrastructures. Le gel des zones à bâtir ne correspond pas à la croissance que connaît notre pays alors que la LAT répond aux exigences générées par la dynamique économique.

«Le gel des zones à bâtir ne satisfait pas aux besoins de la population et des entreprises»

Un oui à l'initiative nous ferait entrer dans une période d'incertitudes. Des projets stratégiques seraient remis en question. La construction d'hôpitaux ou d'écoles serait touchée. Le Centre hospitalier intercantonal de Renaz, dans le Chablais, qui ouvrira ses portes cette année, n'aurait ainsi jamais pu voir le jour si l'initiative était en vigueur.

Le 10 février, disons non à l'initiative contre le mitage du territoire qui casse le développement de notre économie, pègre l'agriculture et provoque des discriminations entre les particuliers, les communes et les cantons. La Suisse ne sera pas une terre de béton. Nous y veillerons.

Pour une éducation en vue d'un développement durable

Les invités

Alain Pache, Nadia Lausset
Coprésidents groupe de travail EDD Swissuniversities



La récente décision de la Municipalité du Mont-sur-Lausanne consistant à interdire les voyages en avion pour les camps scolaires est courageuse et intéressante («24 heures» du 6.12.2018). En effet, comme le stipulent les stratégies internationales, nationales et cantonales, les actions à mettre en œuvre pour tendre vers un développement durable ne doivent pas uniquement être de la responsabilité du dernier maillon de la chaîne, à savoir l'élève ou le citoyen. Des décisions sont à prendre à tous les niveaux de notre société, en particulier parmi les instances politiques, dans la sphère économique et, bien sûr, dans les systèmes éducatifs.

En ce qui concerne l'école obligatoire, l'éducation en vue d'un développement durable (EDD) apparaît en bonne place dans le Plan d'études romand (PER). Elle poursuit avant tout «une finalité citoyenne et intellectuelle» et contribue «à la formation de l'esprit critique en développant la compétence à penser et à comprendre la complexité». Par ailleurs, «elle teinte l'ensemble du projet de formation». Cela signifie que chaque domaine disciplinaire est censé apporter sa contribution et fournir des outils aux élèves afin qu'ils soient en mesure de participer à l'évolution de la société vers un développement durable.

En d'autres termes, en parallèle à des mesures structurelles telles que celle prise par la Municipalité du Mont-sur-Lausanne, il est légitime de mener une réflexion avec les élèves autour des niveaux d'actions possibles et des acteurs impliqués dans le développement durable de nos sociétés. À

l'exemple de l'interdiction des voyages en avion pour les camps scolaires, une discussion peut avoir lieu sur les opinions de divers acteurs par rapport à la pertinence de la démarche, sur les intérêts et valeurs en jeu pouvant expliquer ces opinions, et sur la contribution de cette mesure à un développement durable. Cette complémentarité, au sein de l'école, entre une approche qui promeut des changements de comportements jugés adéquats dans le contexte actuel, d'une part, et une approche à visée émancipatrice, qui cherche à développer des connaissances, compétences et attitudes nécessaires pour faire face aux défis du XXI^e siècle de manière autonome, d'autre part, est considérée comme pertinente dans la littérature scientifique.

«Chaque domaine disciplinaire est censé [...] fournir des outils aux élèves»

Dans les hautes écoles suisses, les étudiant-e-s sont encouragé-e-s à mettre en place de leur propre initiative des projets en faveur du développement durable et/ou d'une EDD. Le programme d'encouragement U Change, des Académies suisses des sciences, finance déjà quinze projets et sept plateformes de soutien pour étudiant-e-s. Dans le canton de Vaud, deux étudiantes de la Haute École pédagogique organisent par exemple un concours incitant les classes à donner une place plus importante à la réflexion sur la durabilité et à un travail autour des compétences en éducation dans ce domaine**.

* PER 2010, présentation générale, page 21, www.planetudes.ch/web/guest/pg2-contexte
** www.hepl.ch